

# Etat d'urgence au service de la patrie, du capital et des banques...

jeudi 6 novembre 2008, par [VANEK Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 30 octobre 2008).

Le socialisme que nous voulons, c'est une démocratie conséquente, poussée jusqu'au bout, y compris dans le domaine de l'économie, où les citoyen-ne-s et les travailleurs-euses n'ont aujourd'hui pas voix au chapitre. Le capitalisme que nous combattons, quant à lui, implique une négation structurelle de la démocratie, avec comme règle de base de fonctionnement de la société, le primat absolu du rendement de capitaux détenus et contrôlés par une poignée de parasites...

La Suisse, malgré la « démocratie semi-directe » et les instruments qu'elle comporte (initiatives, référendums, représentation proportionnelle, etc.), est un modèle particulièrement achevé de cette démocratie bafouée.

Le film des événements récents concernant la mise à disposition, en quelques heures, de 60 milliards de dollars de fonds publics pour le sauvetage de l'UBS, – sur lequel nous revenons dans ce numéro (en p. 14-15) – est particulièrement éclairant à cet égard. Alors qu'aux USA même, on a pu assister au moins à une amorce de débat parlementaire concernant le plan de « sauvetage de l'économie » et le déblocage des centaines de milliards de dollars nécessaires, en Suisse, c'est sans aucun débat public – même pour la forme – que le Conseil fédéral a pris les décisions qui s'imposaient... dans l'intérêt des banques et de leurs gros actionnaires.

En effet, le Conseil fédéral a choisi d'agir par voie d'ordonnance, en vertu des deux articles 184 et 185 de la Constitution fédérale et des pouvoirs d'urgence et d'exception qu'ils lui confèrent. Le premier de ces articles concerne les « *relations avec l'étranger* » et dispose en particulier – de manière fort lapidaire – que : « *Lorsque la sauvegarde des intérêts du pays l'exige, le Conseil fédéral peut adopter les ordonnances et prendre les décisions nécessaires.* »

Le deuxième de ces articles porte sur la « sécurité intérieur » et donne notamment au Conseil fédéral le pouvoir discrétionnaire de « *lever des troupes* » et de mettre l'armée sur pied de guerre pour faire régner l'ordre. Il dispose que le Conseil fédéral peut, sans contrôle parlementaire et encore moins populaire : « *édicter des ordonnances et prendre des décisions en vue de parer à des troubles existants ou imminents, menaçant gravement l'ordre public, la sécurité extérieure ou la sécurité intérieure* ». Le 17 octobre Pascal Couchepin expliquait à ce sujet dans Le Temps que : « *Dans un système politique tel que le nôtre, où il n'y a pas de majorité et d'opposition, on doit pouvoir, à certains moments, recourir au droit d'urgence lorsque l'économie et les intérêts du pays sont en jeu.* »

Justifiant la mise à l'écart du parlement, et l'absence de tout débat public autre que post hoc, le porte-parole du gouvernement, expliquait d'ailleurs dans la foulée, que la chose était toute « *naturelle* », puisque « *La nature même de cette affaire nous interdit de la traiter publiquement.* » (Le Matin 21.10.08) En effet, dans un pays où, pour l'essentiel, comme le dit Couchepin, « *il n'y a pas d'opposition* », les dominants auraient tort de se priver de défendre les intérêts de leur économie et de leur seule vraie « patrie » : les taux de rendement à deux chiffres sur les placements financiers.

Sur ce point, la pièce connaît des épisodes dignes du vaudeville. En effet, le 20 octobre, on apprenait que la Banque nationale suisse (BNS) prévoyait de domicilier la société de « portage » qui rachètera au prix fort et à nos dépens les titres « à risque » de l'UBS... aux Iles Caïman, paradis fiscal notoire et haut-lieu avéré des trafics financiers les plus douteux.

Explication du porte-parole de la BNS : « *Nous avons besoin d'une forme juridique spéciale. Aux îles Caïman, il y a des avantages de formalités. Les structures peuvent être établies rapidement de manière très simple.* » (*Le Matin* 20.10.08). Beau témoignage officiel en faveur de la place financière « idéale » que représentent les Iles Caïman. Témoignage qui jette une lumière crue sur les protestations helvétiques de vertu effarouchée, face à la récente dénonciation franco-allemande du secret bancaire suisse et de sa couverture éhontée de l'évasion et de la fraude fiscales. Rappelons au passage à ce propos et au chapitre aussi de l'« absence d'opposition », que c'était en mai dernier, que le ministre des finances genevois, le Vert David Hiler, annonçait aux patrons genevois qu'il s'engageait pour attirer les « hedge funds » spéculatifs dans le canton du bout du lac. Applaudi alors par le porte-parole du Groupement des banquiers privés genevois, qui jubilait à l'idée « *de voler aux Iles Caïman une partie de ces "machines à milliards"...* » (*Tribune de Genève*, 17.5.08)

Ainsi, aujourd'hui, d'un claquement de doigts, on trouve des dizaines de milliards pour arroser les banques, alors que la moindre dépense nouvelle pour répondre aux besoins sociaux est réputée « impossible » et, qu'au contraire, on serre la vis toujours plus dans ce domaine. Une telle fuite en avant alimente les aventuriers de la finance et leur fournit des munitions pour la prochaine bulle spéculative... Comme toujours, après avoir privatisé les profits, on socialise les pertes. Décidément, le capitalisme réellement existant est bien éloigné de l'image d'Epinal libérale...

Raison de plus pour construire un front de résistance et d'opposition à l'échelle internationale en posant des revendications qui dessinent un projet économique, social et environnemental radicalement différent et qui soit en même temps un appel à l'action et à la mobilisation. Dans ce sens, nous publions dans ce numéro (p. 7-8) un Appel-Plateforme élaboré par des représentant-e-s de mouvements sociaux de quatre continents rassemblés à Pékin pour le Forum des Peuples Asie-Europe, du 13 au 15 octobre dernier. Un document à débattre... [1]

En Suisse, une mobilisation sociale, doit être construite : suppression du secret bancaire et nationalisation du crédit (notamment de l'UBS) doivent être mis en avant, comme aussi des éléments de réponse face à l'inexorable volonté des dominants de faire payer cette crise aux salarié-e-s et à la majorité de la population. Sur ce point nous mettrons en avant notamment la bataille que nous avons engagée autour de la revendication d'un salaire minimum, ainsi que la réponse à trouver, en matière de retraites, au scandale que représente le 2<sup>e</sup> pilier. A ce propos, nous publions (p. 11-12) une première ébauche de proposition...

---

## P.-S.

\* Paru dans le périodique suisse « solidaritéS » n°136 (30/10/2008), p. 3 (Edito).

---

## Notes

[1] Voir sur ESSF : [La crise financière mondiale : une opportunité historique pour le changement](#)